

et à préparer méthodiquement, par leur action autonome, la conquête du pouvoir, seul moyen d'abattre le fascisme et la guerre. »

FEVRIER 1937

On ne nous a pas entendus et nous voici devant un certain nombre de résultats prévus.

Au seuil de l'analyse que je vais faire, je veux tout de suite indiquer le caractère de la motion, volontairement brutale et limitée qui a été envoyée à quelques militants dans le Parti (et je suis certain qu'il y en a un grand nombre qui l'ignorent encore à l'heure actuelle !).

Nous l'avons faite pour déterminer une sorte de secousse de nature telle que le Parti soit amené à faire encore plus attention à nos avertissements. Et la preuve que nous n'avons pas cherché à conquérir des mandats, c'est cette présentation abrupte qui a écarté de nous un grand nombre de camarades qui, cependant, pensent comme nous. Nous voulons d'ailleurs dès maintenant tenir compte de leurs désirs en faisant l'effort de rédaction qu'ils nous ont demandé; nous l'avons fait dans la Seine, et très volontiers, car cela n'est pas une concession, mais correspond à notre état d'esprit : nous sommes d'accord pour reconnaître la partie positive de l'effort du gouvernement. Nous proposons donc à ceux de nos camarades qui pensent comme nous, le préambule suivant :

« Le Conseil national du Parti socialiste S.F.I.O. ayant à examiner l'action du gouvernement et du Parti depuis juin, enregistre les importants avantages sociaux obtenus par l'action combinée du prolétariat en grève et du gouvernement de Front populaire, à direction socialiste, ainsi que l'adoption de nombreuses lois favorables aux travailleurs. — Constate avec regret que sous la pression des forces capitalistes s'exprimant, par la censure du Sénat, les combinaisons des chefs radicaux, la fuite des capitaux, etc.

« 1° La politique initiale de lutte contre les oligarchies financières s'est peu à peu tempérée puis transformée en une politique ménageant les intérêts capitalistes.

« 2° L'action directe du prolétariat saluée par le Congrès de Huyghens, a été freinée, puis désavouée publiquement au nom d'une paix sociale constamment violée par les puissances capitalistes.

« Rappelle que, selon la formule saisissante de Léon Blum, *il sera toujours impossible à la classe ouvrière de dissocier d'une façon complète son action directe de classe de son action politique et d'arrêter ou de freiner complètement l'une pour la raison que l'on constate un progrès de l'autre.* (Congrès de Huyghens, 31 mai 1936.)

« Le Congrès rend hommage au dévouement et à la bonne volonté du chef du Gouvernement. Mais il considère comme dangereux pour les intérêts matériels et moraux des travailleurs et l'ava-

nir du socialisme, une politique caractérisée notamment par :

« La campagne contre les occupations d'usines;

« Par la mollesse de la répression contre les ligues;

« Par l'effacement de l'assemblée issue du suffrage populaire devant le Sénat conservateur;

« Par la recherche de la confiance des possédants (discours de Vincent Auriol du 16 décembre à la presse), ce qui ne peut qu'entraîner le relèvement des profits capitalistes (discours de Spinasse à l'U.T.S.);

« PAR LA NOMINATION DES REPRESENTANTS LES PLUS MARQUES DES TRUSTS aux postes de confiance de l'Etat (Rueff, Baumgartner, Coutrot);

« Par les milliards dissipés dans le gouffre des armements;

« Par les appels répétés à l'union devant le péril extérieur, et les scandaleuses journées du 16 octobre (défense passive) et du 11 novembre (union sacrée).

« Le Congrès national s'étonne de la carence persistante de la C.A.P. devant tous ces abandons, et affirme que le moment est venu pour le Parti socialiste d'entamer une campagne énergique pour la nationalisation des principaux trusts et des assurances pour le contrôle ouvrier sur la production, pour le maintien et le développement du niveau de vie acquis après les grèves de juin, seul moyen d'abattre définitivement le fascisme et d'assurer aux travailleurs la paix, le pain, la liberté. »

Voici notre texte et nous disons tout de suite à ceux de nos camarades de province qui trouvent qu'il y a encore des améliorations à y apporter, qu'à condition de n'en pas modifier le sens général, nous sommes prêts à entrer en conversation avec ceux qui se sont apparentés à notre motion.

« RESTEZ ET FAITES MIEUX »

Maintenant, nous avons le sentiment de nos responsabilités dans cette circonstance. Nous sommes certains que la politique qui est actuellement le résultat d'une sorte de composition des forces peut être améliorée. Et nous refusons tout à fait le dilemme que tout à l'heure Zyromski apportait à cette tribune : « *La conclusion logique de votre motion, c'est le retrait des délégués au gouvernement* ». Non camarades! non! car premièrement vous serez obligés, que vous le vouliez ou non, de vous battre contre les capitalistes et par conséquent nous serons à vos côtés par la force des choses, mais pendant un certain nombre de mois vous aurez essayé le compromis et vous n'aurez pas réussi, car le compromis ne réussit jamais avec les ennemis que nous avons en face de nous, à moins de capituler complètement; et deuxièmement, nous sommes assez près de nos camarades, et nous aimons assez notre Parti pour pouvoir affirmer qu'ils sont capables de tenir compte des courants